



L'avocate Maria Vasii et des témoins : Plus de 400 milliards d'euros de l'UE pour des meurtres commandités et blanchiment d'argent en lien avec le Covid



L'avocate roumaine Maria Vasii révèle comment des hôpitaux ont été financés de longue date, avant 2020 déjà, avec des sommes de plusieurs centaines de milliards d'euros, afin de provoquer le plus grand nombre possible de décès par effet du Covid, grâce à des erreurs et des surmédications ciblées. En fait, il s'agit d'un meurtre commandité qui exige une investigation.

[Intro :] L'Union européenne crée cette loi qui s'adresse aux hôpitaux et qui dit en substance qu'ils reçoivent beaucoup d'argent s'ils peuvent déclarer beaucoup de décès. Plus il y a de décès (déclarés), plus il y a d'argent. Et les hôpitaux créent effectivement ces décès par des protocoles de décès

Je vois les morts, là, devant mes yeux... au matin, tous les morts dans le couloir, dans les sacs noirs...

En ce moment même, je le vois devant mes yeux... C'est arrivé, c'est fou ! Beaucoup de gens sont morts.

Le crime contre l'humanité était réel. Il était là, et c'est pourquoi il est maintenant temps d'enquêter ! Il est temps de tirer des conclusions ! Il est temps de porter plainte ! Nous avons le droit de protéger nos vies et notre société.

[Interviewer :] Nous sommes très heureux d'accueillir aujourd'hui une personne très spéciale ; à savoir Maria Vasii de Roumanie. Elle est avocate et est en fait l'avocate de Călin Georgescu, l'un des candidats actuels à la présidence. [Călin Georgescu a été ensuite exclu de l'élection] Elle s'est beaucoup investie dans le dévoilement des crimes du Covid pendant la période du Covid, notamment les protocoles de traitement mortel et les flux financiers qui y sont liés. Madame Vasii, merci d'être avec nous !

[Maria Vasii :] Je vous remercie de votre invitation.

[Interviewer :] Vous êtes actuellement impliquée dans une série d'enquêtes. Quelles sont les enquêtes en cours ? Pouvez-vous nous en donner un petit aperçu ?

[Maria Vasii :] Nous avons ouvert la première enquête auprès de la Cour internationale de justice de La Haye, la deuxième auprès du parquet de Vienne. En effet, à Vienne, c'est le procureur qui est compétent en ce qui concerne la personne principale impliquée dans ce protocole de mort.

[Interviewer :] Wow. Si je peux me permettre, de quelle personne s'agit-il ?

[Maria Vasii :] En ce qui concerne la pandémie, nous pensons que la responsabilité est entre les mains du haut fonctionnaire qui travaille à la Commission européenne. Car cette Commission a créé les bases juridiques pour autoriser la mort conformément au "protocole de la mort", et avec cette justification, également d'énormes fraudes. Par exemple, conformément aux dispositions spéciales en cas de pandémie, des fonds européens ont été distribués pour les situations d'urgence.

[Interviewer :] Wow. Vous avez mentionné la Commission européenne et son implication dans toutes ces choses. Et je voudrais vous demander si, au tout début, avant même que la pandémie ne commence, il y avait des sociétés de conseil qui étaient impliquées ? Vous m'en avez parlé. Et je voudrais vous demander quel rôle ces sociétés de conseil ont joué dans la mise en place de toute cette machinerie de pandémie.

[Maria Vasii :] Je sais qu'il s'agit d'une question délicate et il m'est très difficile de porter cette accusation. Mais j'ai ce droit parce que j'ai des preuves. Cela signifie que je peux vous les montrer. Et je présenterai ces preuves. Avant la période de pandémie, c'est-à-dire avant avril 2020, la Commission européenne a chargé un cabinet d'audit, un cabinet d'audit autrichien, de la conseiller. Et après cette consultation, la Commission européenne a préparé une loi, c'est-à-dire une loi qui allait à l'encontre de la loi européenne régissant les achats publics. Et j'affirme que cette entreprise, c'est-à-dire le cabinet de conseil, était, selon moi, en situation de conflit d'intérêts majeur. Pourquoi ? Parce qu'ils ont préparé cette loi pour la Commission européenne. Et pendant la période de pandémie, cette entreprise a également fourni des conseils aux entreprises pharmaceutiques. Et même dans la phase finale de la pandémie, c'est elle qui a rédigé un rapport final sur la situation de ces entreprises pharmaceutiques. Et dans ce rapport, on peut lire : "Tout a été fait correctement. Il n'y a rien à redire sur la manière dont ils ont utilisé d'énormes sommes d'argent à cette fin pendant la pandémie." Or, selon les preuves dont nous disposons, la situation était en réalité très différente. Cette période de pandémie n'offrait en premier lieu aux groupes pharmaceutiques que des règles sordides pour obtenir de l'argent. Et en accord avec mes preuves, je peux vous dire que ce n'était qu'un modèle commercial pour gagner de l'argent.

[Interviewer :] Quand vous parlez de ces sociétés de conseil qui aident la Commission européenne ou l'Union européenne à élaborer des lois, quand ont-elles commencé à coopérer dans toute cette affaire de pandémie ?

[Maria Vasii :] Comme le montrent les documents de fin 2019 que je peux présenter, ils ont participé à l'élaboration d'une loi pour la Commission européenne et ont également utilisé ce principe juridique dans leurs activités pendant la pandémie. Car ils ont créé des lois. Ils ont créé des règles législatives ; ils ont créé les règles qui ont interrompu la procédure. Et ils étaient également consultants pour les entreprises pharmaceutiques. Selon les dispositions légales, cela n'est pas possible, car il s'agit d'un énorme conflit d'intérêts. Et lorsque les procureurs vérifieront cela sur la base des preuves, je suis sûre que la conclusion sera celle que je vous donne : à savoir que rien n'était légal.

[Interviewer :] C'est vrai. Dans quelle mesure cette loi, que l'Union européenne a ensuite publiée en avril, a-t-elle enfreint les règles ? Ou quel type de situation cela a-t-il créé ?

[Maria Vasii :] Je présenterai également un journal officiel de l'UE avec la nouvelle loi qu'elle a adoptée. Ce document décrit les règles permettant aux pays européens de supprimer la procédure de versement des fonds d'urgence. (Avec cette loi, les fonds d'urgence peuvent être acquis lorsqu'il y a beaucoup de décès). Cela signifie qu'en fonction du nombre de décès, l'entreprise peut recevoir de l'argent. C'est incroyable ! Et on ne peut pas pardonner et oublier cela, car il est totalement illégal de proposer ce lien incitatif entre les décès et l'argent. D'après ce que j'ai pu constater, je peux vous dire que ces normes juridiques farfelues, édictées par la Commission européenne et les différents pays comme un droit interne, ont l'apparence du droit, c'est-à-dire qu'elles ont légalement créé une possibilité de conclure un contrat direct avec l'entreprise, la possibilité de recevoir une énorme somme d'argent.

Et nous parlons ici de centaines de millions d'euros par contrat, simplement parce que l'hôpital a déclaré de nombreux décès la veille. Et d'après ce que j'ai compris, les médecins et les infirmières devraient seulement signaler de nombreux décès et non les personnes qui ont pu quitter l'hôpital en bonne santé.

Et c'est pourquoi le procureur a maintenant la tâche très, très importante d'enquêter sur la manière dont les médecins et les infirmières ont respecté les règles de la médecine et sur la manière dont ils ont appliqué le protocole. Et d'après ce que j'ai compris, ce protocole visait à provoquer la mort et non à rétablir la santé.

[Interviewer :] Oui, nous allons aborder le protocole dans un instant. Mais peut-être juste pour résumer : L'Union européenne a fait appel à un cabinet de conseil en 2019, fin 2019. Ils ont élaboré un plan qui promet beaucoup d'argent aux hôpitaux s'ils ont beaucoup de décès, pour ainsi dire. Plus il y avait de décès, plus ils recevaient d'argent. C'est comme ça que je l'ai compris.

[Maria Vasii :] Oui.

[Interviewer :] Et puis la Commission européenne, l'Union européenne, a mis ça dans une loi, l'a publiée en avril 2020, et tous les pays de l'Union européenne doivent bien sûr intégrer cette loi dans leur droit national. Et c'est ainsi que tout ce système de "montre-moi des morts et je te donnerai de l'argent" a été mis en place. Puisque nous parlons de l'argent qui a été versé, vous dites qu'il s'agit de centaines de millions, est-ce que l'Union européenne a mis cet argent à disposition, ou d'où vient l'argent qui a été versé aux hôpitaux ? Quand ils disaient : "Hé, regardez, j'ai tant de morts." D'où venait l'argent pour les hôpitaux ? Qui a donné cet argent ? Vous le savez ?

[Maria Vasii :] La Commission budgétaire de l'Union européenne a, si je ne m'abuse, alloué plus de quatre cents milliards d'euros à cette affaire. Mais il y avait aussi beaucoup d'autres sources de financement au niveau international. Et bien sûr, il pourrait y avoir quelque chose de positif dans le fait que la société dépense une énorme quantité d'argent pour protéger la vie. Mais comme vous le verrez, si vous examinez les preuves, cet argent va aux entreprises pharmaceutiques.

Et aux autres personnes peu recommandables impliquées dans ce processus, mais pas vraiment aux gens (aux malades). Car selon nos preuves, ils ont réussi, par exemple à l'hôpital d'Arad [en Roumanie], à [obtenir] plus de deux milliards d'euros pour une petite ville ! Je peux vous dire qu'il s'agissait d'environ 500 personnes hospitalisées, mais mais qu'il n'y a eu que trois survivants.

[Interviewer :] Trois personnes sur 500 ont survécu ?

[Maria Vasii :] Oui ! Alors nous pouvons faire le calcul et constater que pour deux milliards en jeu, nous n'avons que trois survivants. L'un des survivants est mon client K., et vous avez reçu son témoignage : [Les interviews des témoins arrivent juste après]. Il n'a survécu que parce qu'il a essayé et réussi à quitter l'hôpital sans l'autorisation des médecins. C'est la raison pour laquelle il a survécu. Mais il est très mal, car les protocoles ont détruit sa santé. Et comme je le fais moi-même, on peut étudier les preuves, le procureur peut vérifier et les experts peuvent vous dire si cet argent aurait pu être utilisé d'une meilleure manière que ce n'a été le cas.

[Interviewer :] Juste pour rectifier le montant d'argent qui venait de l'Union européenne : vous avez dit 400 millions.

[Maria Vasii :] Oui.

[Interviewer :] Je crois que vous voulez dire des milliards.

[Maria Vasii :] Oui, des milliards - des milliards !

[Interviewer :] C'est une énorme quantité d'argent ! Et cet hôpital reçoit à lui seul deux milliards pour soigner les gens, semble-t-il, mais - et maintenant nous parlons de la façon dont les gens ont été soignés avec l'argent donné à l'hôpital... Vous avez dit que les protocoles de traitement de l'OMS étaient infondés et ont contribué aux décès. Pouvez-vous expliquer cela plus en détail ?

[Maria Vasii :] J'ai des preuves. Je représente trois familles dans ce procès. Chacune de ces familles a perdu un être cher à cause de ces protocoles de traitement, et j'ai rassemblé des connaissances spécialisées ; des connaissances médicales. Je dispose d'avis d'experts. Et ces expertises nous renseignent sur le mécanisme qui a permis de déterminer la cause du décès.

[Interviewer :] Wow ! Donc, si nous parlons des protocoles de traitement mortel - qu'est-ce que les gens ont reçu là-bas ? Je veux dire, ont-ils reçu des médicaments qui les ont vraiment aidés ? Ou qu'est-ce qui a été utilisé ?

[Maria Vasii :] Pas seulement ce traitement ! Car les médecins et les infirmières ont certainement été présentés dans les médias comme nos héros, et peut-être qu'ils étaient des héros dans de nombreux cas. Mais dans les cas de mes clients, la situation était différente : ils étaient retenus contre leur gré dans un hôpital. En effet, dans chaque cas, la personne a demandé de l'aide à sa famille en disant : "S'il vous plaît, venez, parce que ce n'est pas un hôpital, c'est comme une prison ! C'est compliqué !" Mais les familles n'ont pas compris cet appel. On leur a dit que c'était peut-être à cause du virus, peut-être aussi à cause de la gravité de l'infection. Mais nous avons vérifié maintenant. Et nous avons la preuve qu'il s'agissait d'une situation difficile à l'hôpital.

[Interviewer :] Boah ! Et oui, quand vous dites que pour 500 personnes qui sont mortes dans ce service Covid de l'hôpital, seules trois ont survécu et sont maintenant vos clients, cela

montre qu'il n'y a véritablement pas eu de bon traitement là-bas au fil des ans !

[Maria Vasii :] Oui, nous avons aussi des enquêtes internes sur trois suspects. Nous avons également une action civile en justice, que nous avons gagnée au tribunal. Une enquête est maintenant en cours sur les médecins et les infirmières. L'une des femmes médecins qui a administré un mauvais traitement a quitté la Roumanie. D'après mes informations, elle a tenté de s'enfuir et se trouve maintenant dans un autre pays. On ne sait pas lequel. Mais son comportement montre clairement qu'elle sait ce qui l'attend. Elle le sait. Elle sait que ce qui s'est réellement passé sera consigné dans un dossier et que les conclusions auront les pires conséquences.

[Interviewer :] Pouvez-vous nous donner un bref aperçu de l'objet du procès que vous avez gagné - quel était le contenu du procès ?

[Maria Vasii :] Il s'agissait d'un cas... il était question d'un traitement [médical] d'un médecin dans un hôpital dans l'affaire "Serbo". Et d'après les preuves - parce que nous parlons ici d'un dossier avec des centaines de pages de documents, pas seulement de notre sentiment - et d'après les preuves, ce qui s'est passé à l'hôpital était vraiment comme dans une guerre. Comme dans une guerre où il n'y a ni respect ni règles, juste un combat à mort. Simplement la lutte pour marquer des points dans le dossier de l'entreprise pharmaceutique et pour obtenir un contrat direct conforme à cette réglementation folle.

[Interviewer :] Boah ! Oui. Vous avez mentionné ces règles folles et vous parlez d'une fraude massive dans les marchés publics pendant la pandémie. Qu'avez-vous découvert exactement ? En quoi consistait la fraude - qu'est-il arrivé à ces prescriptions ?

[Maria Vasii :] Par exemple, selon les preuves, une seule entreprise dont les actionnaires sont inconnus a reçu plus de 10 milliards d'euros ! Une seule entreprise. Une seule entreprise ! Et l'argent part aux îles Cayman, à Chypre et dans le Delaware, où se trouve l'adresse d'enregistrement de cette société. Et c'est incroyable, car si on regarde les documents, il n'y avait pas assez de place pour tous les appareils médicaux qui auraient été envoyés dans une ville - même si on avait rempli une rue entière avec ces appareils.

[Interviewer :] Aha.

[Maria Vasii :] La quantité mentionnée dans ces documents est totalement absurde. Il n'est pas possible de dire, pas possible de gérer la quantité de matériaux qu'on pourrait acheter pour le prix indiqué dans les documents. La réponse est donc simple : ce n'était qu'un faux. Cela signifie que tout était faux. Ce contrat n'existait que sur le papier et sur un compte bancaire, rien de plus.

[Interviewer :] Donc l'argent coulait à flot, mais c'était juste une quantité de matériel tellement irréaliste qu'il n'y avait jamais...

[Maria Vasii :] Dans de nombreux cas, oui.

[Interviewer :] ... Dans de nombreux cas, il n'existait tout simplement pas, ou il n'était pas géré ou pas fourni.

[Maria Vasii :] Oui, mes experts nous ont donné leur avis. C'est écrit, et ils ont toute l'autorité nécessaire pour tirer les conclusions. Et ces preuves sont maintenant entre les mains du procureur. Je me demande pourquoi les procureurs n'enquêtent pas rapidement sur cette situation, car il est dans leur intérêt, dans l'intérêt de la société, de savoir exactement ce qui s'est passé lors de cette pandémie. Car si on le sait, à l'avenir on peut faire attention afin d'éviter une nouvelle situation de ce type.

[Interviewer :] Et vous avez mentionné un autre cas avec 'Alliance Healthcare Romania'. Et qu'ils ont passé des commandes directes. En quoi cela est-il pertinent par rapport à ce que vous venez d'expliquer ?

[Maria Vasii :] Il ne s'agit pas seulement de cette entreprise. D'après ce que nous savons actuellement, il y avait une vingtaine d'entreprises. Pas 100, mais plus de 20.

[Interviewer :] 20 entreprises ?

[Maria Vasii :] Une entreprise a obtenu des centaines de milliers de contrats. Et l'entreprise que vous avez mentionnée a, selon nos informations, obtenu plus de 200 000 contrats directs. Et je ne vous donne qu'un exemple, mais je peux vous présenter les détails de cette preuve. L'un des contrats portait sur un montant de 500 millions d'euros. Un seul contrat.

[Interviewer :] Wow, c'est beaucoup !

[Maria Vasii :] Un seul contrat. Et l'entreprise a plus de 200 000 contrats directs.

[Interviewer :] Eh bien, soit cet argent a fait beaucoup, soit ils ont juste reçu beaucoup d'argent et n'ont pas fait grand-chose, non ?

[Maria Vasii :] Je ne connais pas les détails, mais nous avons toutes les preuves. Il nous faut juste l'esprit ouvert d'un procureur pour enquêter sur tout cela.

[Interviewer :] C'est vrai. Et quand vous parlez de l'argent qui va aux îles Caïmans et au Delaware, quel est le lien entre ces achats ou tous ces contrats et l'argent qui se retrouve à l'étranger, ou là où est passé l'argent ?

[Maria Vasii :] Une entreprise - selon nos enquêtes, une entreprise nationale - l'entreprise n'existe plus parce qu'elle a arrêté sa production. Et maintenant, ils ont été observés en train de créer une autre nouvelle entreprise. Dans cette entreprise, Mediplus Exim, il y avait un propriétaire ; un propriétaire inconnu. En effet, selon nos informations officielles, nous ne savons pas qui est ce propriétaire. Mais il est domicilié dans le Delaware, aux États-Unis. Et cette entreprise a reçu une énorme, énorme somme d'argent. De l'argent qui, vous l'avez compris, va aux îles Caïmans, à Chypre, au Delaware. Et je serais très intéressé de savoir qui se cache derrière cette entreprise, car c'est elle qui a encaissé la plus grande partie du contrat et qui a le plus profité en Roumanie.

[Interviewer :] Je vois. Avez-vous déjà fait des recherches pour savoir qui se cache derrière certaines de ces entreprises ?

[Maria Vasii :] Je n'ai pas assez de preuves pour vous donner une certitude. Bien sûr, je peux vous les soumettre pour que vous puissiez les examiner à l'avenir ; cette société et ce

lien. Je sais que c'est un grand nom qui a été actif au niveau politique international pendant la période de la pandémie.

[Interviewer :] Boah ! Pour résumer ou donner un petit aperçu, ça veut donc dire : L'Union européenne crée cette loi qui s'adresse aux hôpitaux et qui dit en substance qu'ils recevront beaucoup d'argent s'ils ont beaucoup de décès à leur actif. Plus il y a de décès [déclarés], plus il y a d'argent. Et les hôpitaux créent effectivement ces décès par des protocoles de décès, et l'argent coule, et il coule vers des entreprises étrangères dans des pays étrangers.

[Maria Vasii :] Oui, c'est vrai.

[Interviewer :] Et quand un contrat porte sur 500 millions, et qu'il y en a des centaines de milliers, on a un petit aperçu de l'ordre de grandeur de ces flux d'argent. Est-ce que ce n'est pas l'argent des contribuables, du moins dans le cas de l'Union européenne ?

[Maria Vasii :] Vous abordez un sujet délicat. Il est certain qu'on obtient un meilleur aperçu en examinant notamment les commandes approuvées. Donc, non, ce n'est pas à l'insu du gouvernement, cette énorme somme d'argent... Parce que selon cette société de conseil, qui est très bonne pour conseiller cette entreprise, ils ont eu une protection et apparemment une protection juridique, ils n'ont pas eu à payer d'impôts à l'État roumain ou à un autre pays dans lequel ils étaient actifs.

[Interviewer :] Boah. Et vous avez dit que ce cabinet de conseil, je ne sais pas si vous voulez donner des noms...

[Maria Vasii :] Nous avons des noms.

[Interviewer :] ... mais le cabinet de conseil, qui a essentiellement élaboré cela ou qui a aidé l'Union européenne et l'industrie pharmaceutique, a joué un rôle clé. Et quel rôle a-t-il joué dans l'examen de toutes ces procédures ? Les a-t-il vérifiées ? Qu'a-t-il présenté comme résultat ?

[Maria Vasii :] J'ai le courage de vous dire que cette société de conseil occupe une position importante, qu'elle est l'acteur principal de ce jeu sordide visant à créer de l'argent et un pouvoir sordide derrière les pouvoirs officiels dans le monde entier. Je vous dis cela parce que dans cet esprit - cet esprit sordide de ce cabinet de conseil - tout, chaque étape a été préparée avant même que la période de pandémie ne commence. Et si je vous dis cela, c'est que je sais aussi comment ils dissimulent tout. Ils ont placé des contrats importants, par exemple des contrats pour des vaccins et des contrats pour des investissements importants dans la technologie médicale, sous l'article 346 du Traité européen. Et c'est une base juridique pour les informations secrètes. Des informations qui sont liées à des stratégies militaires. Autrement dit, s'ils disent que le virus provient d'une source biologique, je vous demande : "Pourquoi placent-ils le coronavirus au niveau des armes biologiques ? Et comme ils traitent les documents importants comme une affaire secrète - ils essaient de tout dissimuler. En effet, les journalistes et les procureurs importants n'ont pas le droit de faire des recherches et de découvrir ce qui s'est réellement passé dans ce contexte, car ils n'ont pas accès aux données réelles. Mais ce qui s'est passé maintenant au niveau international, c'est-à-dire ce qui s'est passé avec l'initiative de Kash Patel, le directeur du FBI, c'est l'ouverture des sources d'information secrètes, et je suis sûre que dans peu de temps, on

verra ce qui s'est vraiment passé pendant cette période de pandémie.

[Interviewer :] Et quand vous parlez de l'implication de l'armée dans tout cela, avez-vous des exemples ? Ou comment la Roumanie a-t-elle été impliquée au niveau militaire dans tout ce scénario de pandémie ?

[Maria Vasii :] Oui. Pas seulement en Roumanie. Dans tous les pays du monde, par exemple, les contrats les plus importants, je veux dire les contrats sur les vaccins, sont soumis à cette législation secrète.

[Interviewer :] Secret militaire.

[Maria Vasii :] Oui, secret militaire. Oui.

[Interviewer :] Boah. C'est fou. Et si on regarde maintenant tout ça, tout le processus que vous avez décrit. Comment le résumeriez-vous avec vos mots, pour que le profane puisse comprendre ?

[Maria Vasii :] Je suis tellement, tellement heureuse qu'en tant que journaliste, vous offriez enfin vos compétences et que vous aidiez aussi les procureurs avec ces informations à vraiment éclaircir cette situation dramatique. Et avec cette attitude nouvelle et ce nouveau sentiment pour les gens face à cet imbroglio avec la pandémie, j'ai de très bonnes attentes. Pour notre humanité, il est maintenant temps de discuter conformément à la vérité ! Car c'est la seule façon de protéger la vie. Nous pouvons protéger nos enfants, notre société. Si vous préférez vous taire, tout est perdu ! Car sans votre soutien, le procureur n'aura pas le courage et le soutien nécessaire pour présenter au public les faits réels et exposer sa conclusion.

Je sais que la première enquête sur la période de pandémie commence maintenant devant la Cour européenne de justice. La Cour pénale internationale de La Haye a également rendu une première décision qui correspond à la réalité.

Et ils essaient de mener cette enquête de manière positive et bonne. Je voudrais également vous informer que la Cour pénale internationale de La Haye dispose d'un groupe d'experts qui travaille au Canada, à Montréal. Il s'agit de plus de 1000 experts qui témoignent sur l'époque de la pandémie et l'origine du virus. Et je suis sûre que, sur la base de ces preuves, le procureur n'aura pas d'autre choix que de dire la vérité, c'est-à-dire d'engager des poursuites contre la personne qui a mené cette guerre contre l'humanité pendant la période de pandémie.

[Interviewer :] Eh bien, cela semble être une nouvelle pleine d'espoir. Ils ont également quelques enquêtes ou cas personnels en cours à La Haye, si je ne m'abuse.

[Maria Vasii :] Oui.

[Interviewer :] Pouvez-vous nous parler un peu de l'état des choses ou de ce qui se passe en ce moment ?

[Maria Vasii :] Je sais qu'ils ont ouvert une affaire, mais pas de dossier. Pas de vrai dossier - pas de vraie enquête. Maintenant, ils recueillent des preuves. Comme notre réquisitoire est un réquisitoire contre une personne importante impliquée à un haut niveau dans la structure

du pouvoir en Europe, je n'ai pas de très grandes attentes. Si, en tant que journaliste, vous commencez votre enquête et que vous trouvez de nouvelles preuves en discutant du sujet, ils auront peut-être le courage d'enquêter sur cette personne.

[Interviewer :] Quand il y a une certaine pression.

[Maria Vasii :] C'est vrai, oui ! Oui, pression par la loi et sur la base de la vérité. Dans ce contexte et avec ce qui s'est passé aux États-Unis aussi, je pense qu'ils peuvent bien gérer cela.

Bien sûr, les relations entre les États-Unis et la Cour pénale internationale de La Haye ne sont pas très bonnes actuellement. En effet, le président Trump vient d'exprimer publiquement son opposition à la Cour pénale en raison du cas de Gaza et d'Israël. Mais j'ai tout de même des attentes positives vis-à-vis de cette enquête, car il est dans le meilleur intérêt de l'humanité de découvrir ce qui s'est passé. Et en ce qui concerne notre enquête, je pense qu'il pourrait y avoir une solution positive, car nous présentons des preuves, pas seulement nos accusations, mais de nombreuses preuves et aussi de nombreux avis d'experts.

[Interviewer :] C'est intéressant. Donc, pour l'instant, le tribunal de La Haye examine encore l'affaire ou, en fait, l'affaire est encore ouverte.

[Maria Vasii :] C'est encore ouvert, oui.

[Interviewer :] L'enquête se poursuit. Oui. Intéressant . - Eh bien, peut-être en guise de conclusion, pour compléter le tout, il y a encore une question que je voudrais vous poser. Il s'agit des élections présidentielles en cours en Roumanie. Quel est le lien avec toute cette machinerie Covid ? Pourriez-vous nous donner un aperçu de la situation ?

[Maria Vasii :] Je vous remercie pour vos paroles, car vous avez exprimé exactement ce qui s'est passé. C'est une machinerie. Il s'agit d'une machinerie destinée à protéger contre la fraude qu'il y a eue pendant la période de pandémie.

Et en Roumanie, cette machinerie bloque malheureusement le processus électoral. Mais pourquoi ? Je vais vous dire pourquoi. Parce qu'en Roumanie, une personne politique importante était impliquée. Et ce sont les mêmes personnes qui ont maintenant le pouvoir en Roumanie - le pouvoir administratif - qui bloquent le candidat indépendant Călin Georgescu dans ce processus, et ce pour une raison insensée. C'est la deuxième fois qu'ils l'excluent des élections. Peu importe que notre société ait besoin de lui et le soutienne fortement. Ils le bloquent. Et pourquoi ? Parce que Călin Georgescu a exprimé dans de nombreuses prises de position ; des positions officielles, son attitude envers la fraude, contre les personnes sales et la politique sale. Et pendant cette période où ils l'ont bloqué, de nouveaux candidats sont apparus. Et parmi ces nouveaux candidats, le mari de la femme qui était à la Commission européenne. Et c'est elle qui a fait le lien entre la Commission européenne et le gouvernement roumain lorsqu'ils ont introduit ces règles folles dans la législation nationale interne : ces lois absurdes qui ont créé les conditions pour fournir de l'argent aux entreprises pharmaceutiques.

Et je n'ai pas de preuves maintenant, mais je vais vous dire que selon mon sentiment... j'ai attendu et observé tout le temps. Et je m'attends à ce que cette personne arrive au pouvoir avec l'argent de l'industrie pharmaceutique.

Parce que je m'attendais à ce qu'ils essaient de mettre au pouvoir une personne qui puisse

étouffer l'enquête sur ce crime, cette fraude et ce qui s'est passé - toute cette situation. Parce que cette personne est apparue soudainement et qu'elle est désormais en mesure de prendre le pouvoir en Roumanie.

Peu importe que les lois soient sales ou qu'ils aient annulé l'élection sans raison légale. C'est notre réalité ! Voilà pour nous. Il est tellement, tellement important que vous puissiez, par vos enquêtes, découvrir la vérité - pas ce que je vous dis, mais découvrir la vérité et mettre en lumière cette machination pour protéger cette fraude qui a été commise pendant la période de pandémie. Et j'ai toujours l'espoir qu'à l'avenir, nous pourrions revenir à une procédure électorale légale en Roumanie.

[Interviewer :] Eh bien, c'est intéressant. Juste maintenant, dans tout ce contexte où ils essaient de couvrir la fraude ou les gens qui ont commis ce crime essaient de le couvrir. Quel serait votre message final aux personnes qui regardent cette interview ? Comment chacun... quel rôle chacun peut-il jouer pour que ce crime soit mis en lumière ?

[Maria Vasii :] Pour vous et votre message et vos recherches ici, je ressens simplement que je veux vous dire "merci" pour votre attention, votre temps, vos connaissances que vous mettez au service de l'humanité.

Il est si important d'en discuter, car nous avons maintenant deux côtés de l'être humain. Un côté est ouvert au chemin chrétien, à une espérance de vie positive, et l'autre côté est ouvert au mal et à la destruction des lois de notre civilisation.

Il n'est plus seulement temps de regarder à la télévision ce qui se passe à côté. C'est maintenant qu'il faut agir. C'est maintenant qu'il faut créer de nouvelles lois et les protéger. Car sans cette action forte, nous n'avons pas de bonnes perspectives d'avenir. C'est vraiment une période dramatique pour l'humanité, et il est temps d'être présent, actif dans cette... dans cette réalité.

[Interviewer :] Bien résumé - parfait ! Madame Vasii, c'était vraiment intéressant. Je voulais toutefois vous demander si vous pouviez nous donner quelques noms d'entreprises ou de personnes impliquées dans tout ce projet.

[Maria Vasii :] Eh bien, je présente notre preuve et je vais vous la donner.

[Interviewer :] Merci !

[Maria Vasii :] Après cela, notre preuve, je peux vous dire son nom.

[Interviewer :] Wow.

[Maria Vasii :] Le premier nom dont l'existence a été prouvée est celui de Johannes Hahn. C'est un fonctionnaire [autrichien] qui travaille à la Commission européenne, dans une position de pouvoir élevée. Il est président et commissaire au budget. Cela signifie que, sur sa signature, cette somme d'argent ira aux entreprises pharmaceutiques, pour la situation Covid... ...

[Interviewer :] S'il est président du budget de l'Union européenne, il doit au moins être au courant.

[Maria Vasii :] Oui, et je vous donne aussi le nom de la société d'audit qui fait l'objet de

l'enquête ; à savoir Ernst & Young (EY), une société autrichienne. Cette société a également une société sœur en Roumanie. Et elle a participé à la consultation lorsque la Commission européenne a établi des règles pour modifier les dispositions légales relatives à l'acquisition publique. Et cette entreprise a également été impliquée dans le rapport final qui définit de quelle manière l'entreprise utilise l'argent. Je pense que ça signifie qu'ils ont rendu possible la loi et le mécanisme de ce blanchiment d'argent. Et j'ai aussi en tête le nom de la société, une des sociétés qui était à l'origine enregistrée dans le Delaware aux États-Unis. En effet, comme vous pouvez le constater, cette société a reçu en Roumanie, pendant la période de pandémie, plus de dix milliards d'euros en seulement deux ans. Il est impossible d'expliquer que cette entreprise ait pu réaliser un bénéfice aussi énorme de manière légale grâce à ce mécanisme qui a commencé en avril 2020 et s'est terminé au bout de trois ans. Ce n'est pas possible ! Et c'est pourquoi je pense qu'il est maintenant important que le ministère public fasse appel, dans le cadre de son enquête, à des experts dans différents domaines, c'est-à-dire à des experts qui peuvent fournir des explications juridiques et médicales dans le domaine pharmaceutique et aussi dans les questions commerciales. Ils peuvent donner aux procureurs une réponse à toutes ces choses étranges qui se sont produites en période de pandémie.

[Interviewer :] En tant qu'avocate, avez-vous une sorte de réseau de ces experts qui pourraient aider le procureur à tout découvrir ?

[Maria Vasii :] Oui, j'ai mes experts, et ils nous donnent des explications. C'est pourquoi j'ai le courage d'en discuter. Les déclarations et l'expertise sont maintenant à la disposition des procureurs, mais j'invite tous mes collègues avocats et les victimes à s'adresser directement à la Cour pénale internationale de La Haye, car il y a des demandes judiciaires pour les victimes sur mon site. C'est si simple ; il faut peut-être moins de 10 minutes pour y entrer toutes les informations. Et quand vous faites la demande - si vous avez subi des dommages pendant la pandémie ou si vous avez peut-être perdu un membre de votre famille, s'il vous plaît, faites une demande ! Car si nous le faisons ensemble, le ministère public est tenu d'ouvrir une enquête et de la clore par une inculpation.

[Interviewer :] Wow, c'est un bon argument que vous avancez là. Cela signifie donc que toute personne ayant subi un préjudice peut au moins participer à l'augmentation de la pression sur le système judiciaire pour qu'il se penche enfin sur la question, n'est-ce pas ?

[Maria Vasii :] Oui, parce qu'il ne s'agit pas seulement de ce qui s'est déroulé dans le passé. C'est la seule façon de protéger notre présent, c'est la seule façon de protéger notre avenir. Car sans cette réaction, une personne - une personne sale qui a créé ce mécanisme - peut le répéter.

[Interviewer :] C'est vrai. Et est-ce que La Haye, la Cour pénale internationale, est le premier endroit où faut-il aussi s'adresser à d'autres tribunaux et porter plainte ?

[Maria Vasii :] Il suffit de s'adresser à ce tribunal, car c'est un tribunal international et ce tribunal est compétent. Bien sûr, il n'est pas si facile pour le procureur d'ouvrir une enquête contre des fonctionnaires européens, car il est inimaginable qu'un pays membre de l'Union européenne commette ce genre de crime. Mais c'est réel. C'est réel. Peu importe que nous soyons dans l'Union européenne ou en Afrique. Cela n'a aucune importance ! Le crime contre l'humanité était réel. Il était là, et c'est pourquoi il est maintenant temps d'enquêter ! Il

est temps de tirer des conclusions ! Il est temps de porter plainte ! Nous avons le droit de protéger nos vies et notre société. Nous sommes tellement spéciaux. Notre Dieu nous a créés pour une bonne santé, pour une bonne vie, et non pour le statut de victime. Ce n'est pas pour les êtres humains.

[Interviewer :] Vous l'avez très bien dit, et je vous remercie vraiment d'avoir révélé tout cela pour aider les gens ; à comprendre ce qui s'est passé pendant ces folles années de pandémie. Vous voulez dire quelques derniers mots ? Ou est-ce que ça va comme ça de votre côté ?

[Maria Vasii :] Je préfère vous donner des preuves, et je suis tellement, tellement curieuse et très impatiente de voir vos impressions lorsque vous vérifierez les preuves et que vous comprendrez tout. Parce que vous comprendrez qu'en réalité, c'est bien plus que ce que je peux exprimer avec des mots.

[Interviewer :] Merci beaucoup, Madame Vasii, de vous être jointe à nous aujourd'hui et merci de nous avoir consacré du temps. Merci d'avoir partagé tout ce contenu génial avec nous !

[Maria Vasii :] Je vous remercie.

[Voix parlante :] Voici maintenant les déclarations du témoin Marian

Interview avec Marian du 06.03.2025

Partie 1 - Témoignage sur le protocole de mort Covid

[Interviewer :] J'ai l'honneur d'être assis ici avec Marian de Roumanie, qui a une histoire assez folle à raconter sur ce qu'il a vécu pendant la période du Covid. Marian, merci d'être là !

[Marian :] Bonjour !

[Interviewer :] Bonjour. Je voudrais commencer par ceci : Vous avez été hospitalisé pendant la période du Covid. Mais que faisiez-vous avant d'être hospitalisé ? Quels sont vos antécédents ?

[Marian :] D'accord. Avant d'aller à l'hôpital, j'étais peut-être un peu enrhumé et j'avais un peu de fièvre. Ce n'était pas un gros rhume. Juste un rhume de deux ou trois jours. Le médecin de famille m'a dit qu'il valait mieux faire un test Covid. Celui-ci s'est révélé positif, et c'est après que toute l'histoire a commencé.

[Interviewer :] C'était quand ?

[Marian :] C'était début novembre 2020.

[Interviewer :] D'accord.

[Marian :] Une ambulance est venue et m'a emmené à l'hôpital.

[Interviewer :] Pourquoi l'ambulance est-elle venue ?

[Marian :] Pour venir me chercher et m'emmener à l'hôpital, car les personnes atteintes du Covid n'avaient pas le droit de sortir dans la rue ou de quitter leur domicile. Il fallait s'isoler des autres. C'était une époque où beaucoup de gens en Roumanie étaient isolés ou prisonniers chez eux.

[Interviewer :] Oui, vous avez donc reçu un certificat de test positif de votre médecin habituel et vous êtes resté chez vous.

[Marian :] Oui. Et puis quelqu'un de l'hôpital est venu me chercher. Mon médecin généraliste a inscrit dans un fichier que j'avais un rhume et que j'avais été testé. Et un jour plus tard, ils sont venus en ambulance pour m'emmener à l'hôpital pour un autre test. Pour voir si j'avais d'autres problèmes en plus du Covid. En effet, à cette époque, il était courant que les personnes qui décédaient présentent des comorbidités [maladies concomitantes qui ont contribué à la mort], c'est-à-dire qu'elles avaient d'autres problèmes de santé. Il a donc été dit qu'il était nécessaire d'observer cela à l'hôpital.

Je n'avais rien. Quand l'ambulance est arrivée, j'étais très joyeux, je n'avais pas de fièvre et aucun symptôme de Covid. Je pense que je n'avais pas de Covid ; juste un simple rhume. Quand je suis arrivé à l'hôpital, ils m'ont mis dans un container et m'ont laissé là pendant trois ou quatre heures. Ensuite, quelqu'un m'a prélevé du sang sur les doigts, a pris ma tension artérielle et, deux heures plus tard, quelqu'un est venu faire une radiographie de mes poumons.

Pendant ce temps, je n'avais pas d'eau, pas de nourriture, même pas de toilettes ! Je suis simplement resté dans le container.

Mais après quelques heures, un médecin m'a appelé sur mon téléphone, sans me voir personnellement ni faire de test ou d'examen ; elle m'a dit que j'étais l'heureux gagnant d'un lit d'hôpital.

Ensuite, on m'a allongé sur un lit dans mes vêtements de tous les jours. Je n'avais rien - aucun symptôme, rien. J'ai essayé de leur expliquer : Tout va bien pour moi ! Je veux rentrer chez moi.

"Oh non, vous devez rester au moins trois jours, et ensuite nous pourrions voir si vous pouvez sortir." Après avoir fait une radiographie de mes poumons, un médecin m'a dit : "Oh, ça a l'air très grave." Et j'ai parlé à un autre médecin qui m'a dit : "Oh, vous n'avez rien - je ne vois pas de problèmes chez vous."

Mais il y avait un autre problème. Pendant la période où j'étais là-bas, j'étais obligé de prendre des médicaments. Environ 10 médicaments par jour ou peut-être plus. Une partie le matin, le reste le soir. Et l'infirmière est restée près de moi pour veiller à ce que je les prenne.

[Interviewer :] Quels sont les pires médicaments que vous avez dû prendre ?

[Marian :] Le problème, c'est que je ne sais pas quels étaient ces médicaments. J'ai demandé : "Qu'est-ce que je prends ?". "Oh, ce n'est pas votre problème." C'était la réponse. J'ai été forcé de les prendre. J'ai fait beaucoup d'histoires en disant que je ne les prendrais pas si je ne pouvais pas voir ce que c'était. Puis une infirmière est arrivée avec un petit papier sur lequel elle a écrit quelque chose, mais rien sur les médicaments. Je ne sais pas exactement ce que j'ai pris. Mais au bout de trois jours, j'ai essayé de rentrer chez moi. Je leur ai dit : "Vous avez dit que je pouvais rentrer chez moi. Je n'ai rien. S'il vous plaît !"

"Oh, c'est impossible - vous êtes en mauvaise posture, vous pouvez mourir ! Vous avez un autre gros problème... Qu'est-ce qui vous prend de vouloir rentrer chez vous !" Jusque-là, je n'avais pas de problème. Je n'avais pas d'hypertension, je n'avais pas de diabète. Je n'avais rien du tout. J'étais jusque-là une personne en bonne santé.

Et ils ont dit que j'avais du diabète, et ils ont commencé à me donner de l'insuline. J'ai dit que c'était impossible de me donner de l'insuline, parce que quand on commence à avoir du diabète, on commence d'abord par prendre d'autres médicaments. "Non, oh non ! Non, il est nécessaire de commencer à prendre de l'insuline !" Et ils m'ont forcé à recevoir des injections d'insuline. J'ai été sous insuline pendant environ un mois à l'hôpital, et maintenant je suis diabétique. Oui... ils ont réussi.

[Interviewer :] Ils ont réussi à provoquer cela.

[Marian :] Oui. Et ce médicament m'a fait me sentir mal. Ce n'était pas bon. J'avais l'impression d'être empoisonné. J'avais l'impression que mon organisme était empoisonné. L'infirmière ou un jour sur deux, le médecin venait dix minutes le matin, administrait les médicaments et disparaissait. Et ils sont venus dans la nuit, le soir, encore dix minutes. Ils ont appelé ça "isolement" parce que c'était la "zone rouge" et qu'ils auraient pu être contaminés par le Covid. Je n'ai pas compris. Pour nous, ce n'était pas un problème. Nous avons la télévision, nous avons l'impression d'être dans un... [cherche le mot anglais] où les personnes âgées sont hébergées.

[Interviewer :] Une maison de retraite.

[Marian :] Oui, c'est ça ! Mais au bout de deux ou trois jours. au bout de trois jours, une des personnes présentes dans la pièce est morte. Et cet homme m'a dit : "S'il te plaît, donne-moi de l'eau ! Je suis en train de mourir." J'ai essayé de lui donner de l'eau. Ça a été un très grand choc pour moi. Et j'ai essayé de faire tout mon possible pour le sauver...

[Interviewer :] De le réanimer ?

[Marian :] Oui, de lui redonner la vie. Et sur les portes, il y avait deux numéros de téléphone pour les infirmières et les médecins. Je les ai appelés, encore et encore. Personne n'est venu. J'ai appelé encore et encore. Personne n'est venu. Après avoir essayé de joindre quelqu'un pendant trois heures entières, l'équipe de médecins et d'infirmières a changé. Et ils sont venus dans notre chambre. "Qu'est-ce qui se passe ? Racontez ce qui s'est passé !" - "Cet homme est mort. J'ai essayé d'appeler sans fin..." - "Oh, que s'est-il passé ?" - "Il est mort ! Je ne sais pas exactement, mais pendant trois heures, personne n'est venu. Ce n'est pas possible ! Que voulez-vous dire quand quelqu'un meurt aux urgences d'un hôpital ?" "Oh, nous sommes dans une zone délimitée pour récupérer après avoir été dans la "zone rouge", ok ?"

Et après le départ de l'infirmière, deux personnes sont arrivées ; deux garçons de l'infirmerie qui ont essayé de mettre l'homme dans un sac noir. Les gars étaient aussi grands que moi. Ils n'ont pas réussi à le mettre dans le sac. Ils ont essayé sur le lit et ont poussé avec la jambe pour le mettre là dedans. C'était incroyable ! Puis des médecins sont venus demander ce qui n'allait pas. "Faites-le sortir de la chambre et essayez de le mettre dans le sac dans le couloir !"

Puis un autre homme est mort. Une fois de plus, personne n'a répondu au téléphone. J'ai essayé d'aller à la zone des infirmières et de le leur dire. Mais elle était fermée. La porte était

fermée et le personnel de l'hôpital se trouvait derrière les portes.

[Interviewer :] Derrière des portes fermées ?

[Marian :] Alors j'ai crié et fait du bruit. Personne n'est venu. J'ai donc ouvert les portes de ce secteur de l'hôpital et il faisait 2-3 degrés. C'était l'hiver, et j'ai donc attrapé un autre rhume. Et c'était un mauvais rhume. J'ai commencé à avoir de la fièvre et ils m'ont simplement donné de l'algocalmine, un médicament qui fait baisser la fièvre [Wikipedia : substance active analgésique et antipyrétique]. Il ne s'est rien passé... Et ils ont dit : "Oh, ce gars est mort." Ils ont préparé un sac noir pour moi et m'ont emmené dans la zone réservée aux morts. Plus tard, j'ai appris par une infirmière que j'ai rencontrée après tous ces événements... J'ai été ajouté à la liste des morts ce jour-là. J'ai été déclaré mort - décédé à l'hôpital.

[Interviewer :] Parce que vous aviez un peu de fièvre, un peu de température ?

[Marian :] Oui. Non... j'avais plus de 42 degrés de fièvre.

[Interviewer :] D'accord.

[Marian :] Et personne n'a rien fait ! Ma femme a appelé des gens de là-bas et a dit : "Pour que la température de Marian baisse, il faut donner un peu d'eau, de l'eau froide, pour que..."

[Interviewer :] Pour refroidir...

[Marian :] Et un homme m'a posé des...

[Interviewer :] Des linges ?

[Marian :] Oui, Ils ont posé cela sur moi. Et après, ils m'ont emmené dans le service AT [Anestesia und Terapie Intensiv, En français "Service d'anesthésie et de thérapie intensive"]. Dans cet hôpital, c'est un nouvel hôpital en Roumanie, avec beaucoup d'argent et il n'est pas possible de passer directement de ce service, la pneumologie, le service des poumons, au service AT au sein de la clinique. Il faut aller à l'extérieur pour s'y rendre. Et j'avais les draps sur moi...

[Interviewer :] ... l'eau froide...

[Marian :] ... dans des draps ! J'étais mouillé ! Et quand je suis sorti avec le lit...

[Interviewer :] Sur des roulettes ?

[Marian :] Oui, sur des roulettes, c'est ça, dans la cour de l'hôpital. Et là, j'ai complètement récupéré !

[Interviewer :] D'accord.

[Marian :] Et quand je suis arrivé à l'AT [Anesthésie et thérapie intensive, En français "Service d'anesthésie et de thérapie intensive".], j'étais dans un état normal. Mais, j'étais

attaché...

[Interviewer :] Attaché au lit ?

[Marian :] Attachée par les bras et les jambes. Mais maintenant dans l'AT.

[Interviewer :] Excusez-moi de vous interrompre, mais les deux hommes que vous avez décrits, qui sont morts, étaient-ils reliés à un respirateur ? Est-ce qu'ils étaient sous oxygène ?

[Marian :] Non. Non, non ! Non, ils n'avaient rien. Non. Je ne sais pas exactement ce qui leur est arrivé. Mais je pense qu'ils avaient un autre problème - ou le problème des médicaments administrés qui n'étaient pas compatibles avec la vie. Et c'est ainsi qu'ils sont morts à l'hôpital après y être entrés. Ils n'avaient pas l'air malade en arrivant. Non, je ne sais pas exactement quel était le problème, parce que ces gens ont été mis dans le sac noir, mis dans la tombe, et c'est tout.

Et dans le service AT, il y avait un protocole. Et ce protocole stipulait qu'on devait t'administrer des médicaments, certaines substances. Parce qu'au bout de 30 minutes, j'étais inconscient... J'étais inconscient... je ne sais pas. Et je me suis réveillé trois jours après. Je ne sais même pas si c'était trois jours. Mais quand j'ai essayé de bouger, j'ai découvert que cette main était toute noire. Et les jambes aussi. Parce que j'étais si fermement attaché au lit. Et je dormais de ce côté, sur le côté gauche. J'ai essayé de rester sur le côté gauche. Et cette main était toute noire. Personne ne l'a remarqué, cela ne leur a pas posé de problème. Et je me suis réveillé avec des perfusions dans les bras.

[Interviewer :] Oui.

[Marian :] Et après ce jour-là, quelques médecins sont venus - je suis ingénieur, et il y a une blague sur les ingénieurs, c'est qu'ils ont le même regard aimant que les chiens - et quand ils m'ont vu, moi et l'expression de mon visage, les médecins ont dit : "Oh, détachez-le ! On voit que c'est quelqu'un de gentil, qui ne pose pas de problème."

Ensuite, j'ai essayé de retrouver la sensation dans mes mains et mes jambes, mais ça a été très, très lent, juste un peu.

Le problème dans l'AT était ce protocole, parce qu'il y avait beaucoup de gens qui venaient, des patients. J'ai parlé avec eux : J'ai fait des blagues avec eux et je leur ai parlé comme je vous parle maintenant. Et tout semblait aller bien. Une femme mangeait des bananes et faisait des blagues. Et quand les médecins sont arrivés, ils lui ont fait quelques piqûres et posé une perfusion, et elle a perdu connaissance.

[Interviewer :] D'accord. Est-ce qu'elle s'est juste endormie pendant un long moment ?

[Marian :] Le soir, elle était morte.

[Interviewer :] C'est fou.

[Marian :] Oui. C'est à cause de ce protocole. Le personnel médical a dit que le protocole était nécessaire et qu'il fallait le mettre en œuvre. Et c'est la raison pour laquelle des gens sont morts. Je ne sais pas exactement comment c'est arrivé. Mais j'ai vu beaucoup de gens arriver qui avaient l'air en bonne santé. Et après l'application du protocole, ils avaient mauvaise mine et se sentaient mal. Et certains... la plupart des gens... sont tous morts en

fait.

[Interviewer :] Combien de personnes avez-vous vu mourir ?

[Marian :] Je ne sais pas exactement. Après ces deux semaines, chaque fois que je voyais une nouvelle personne, je me disais dans ma tête que c'était un futur mort. J'ai fait une blague parce qu'ils pouvaient partir. C'est "Le mort vivant" [série télévisée américaine]. Et après un certain temps, j'ai compris : Je suis une personne morte. Mais je ne pouvais pas me lever et me déplacer parce que j'avais une perfusion dans ce bras. Sur l'autre était accroché le tensiomètre et la saturation en oxygène.

[Interviewer :] Oxygène.

[Marian :] J'avais un cathéter pour l'urine.

[Interviewer :] Oh.

[Marian :] Et c'est incroyable. Parce qu'ils n'ont introduit qu'un petit tuyau pour évacuer toute l'urine. Mais ces sacs, des petits sacs, n'atteignaient pas le sol. Ils étaient en l'air.

[Interviewer :] Suspendus ?

[Marian :] Suspendus, exactement. Fixés et suspendus à l'intérieur de moi

[Interviewer :] Cela a dû être très douloureux.

[Marian :] Oui. Il fallait rester couché sur le côté. En effet, une fois la poche remplie d'urine, personne n'est venu la changer. Ici, de l'autre côté, j'avais la perfusion et là, cette poche à urine.

[Interviewer :] L'enfer.

[Marian :] Oui. C'était ça. C'était ça !

[Interviewer :] Quand vous dites AT, c'était un service spécial Covid ? Ou...

[Marian :] Oui. Seulement pour le Covid.

[Interviewer :] Seulement pour le Covid. Il n'y avait là que des malades Covid ?

[Marian :] Seulement pour les malades Covid. Oui, ça s'appelait la "zone rouge". Zone rouge. La blague, c'est que beaucoup de gens ont payé beaucoup d'argent pour aller dans cet hôpital, pour être dans cet hôpital, parce que quelqu'un leur a dit...

[Interviewer :] ...c'est un bon hôpital.

[Marian :] Oui, que c'était le seul hôpital qui pouvait les sauver. Mais ce n'était pas vrai, car ils y sont morts.

[Interviewer :] D'accord, alors si c'était un service Covid pur, comment les gens étaient-ils traités ? Je veux dire, nous avons entendu comment vous avez été traités, mais y avait-il des gens avec des masques à oxygène et tout ?

[Marian :] Oui, beaucoup de gens avaient un masque simple ou un masque sur tout le visage. C'était un problème parce que l'oxygène n'arrivait pas correctement. J'en ai fait la démonstration aux médecins. Lorsque je portais un masque à oxygène, la saturation en oxygène dans le sang était plus faible que sans le masque. Et quand on mettait un masque intégral sur le visage des gens, ils essayaient de se libérer. C'est pour cette raison qu'ils étaient attachés au lit.

[Interviewer :] Ils étaient vraiment attachés ?

[Marian :] Attachés, oui. Tous ces gens étaient attachés. Et pour moi, il y avait un autre problème : Ils m'ont donné de l'insuline, et je ne sais pas exactement, mais ils m'ont donné du glucose, du sucre. C'était de la folie ! J'ai été traité pendant deux semaines pour le Covid, après quoi je n'ai plus reçu de médicaments. Le protocole s'est terminé au bout de deux semaines.

[Interviewer :] D'accord.

[Marian :] Parce que le Covid ne dure que deux semaines et qu'après deux semaines, on est considéré comme sain. Et après deux semaines d'hospitalisation, j'ai eu besoin de trois jours supplémentaires, j'ai dû rester parce que le médecin essayait de soutirer de l'argent à ma mère. Il a parlé à ma mère.

[Interviewer :] D'accord.

[Marian :] Il a parlé à ma mère : "Oh, Marian va bien, mais il faut plus de médicaments, venez nous voir pour un entretien." Cette personne voulait que ma mère lui donne de l'argent. Je voudrais ajouter quelque chose : cet hôpital se trouvait à proximité du cimetière et mon lit était... .

[Interviewer :] Près de la fenêtre ?

[Marian :] Oui. Et quand j'ai regardé par la fenêtre, j'ai vu les gens faire des fosses pour les nouveaux morts...

[Interviewer :] Vraiment ?

[Marian :] Oui. Oui. C'était très effrayant. Et la nuit, beaucoup de gens mouraient parce que personne ne venait. Les médecins et les infirmières ont fait une grande fête. Et personne n'est venu voir ce qui se passait avec les patients.

[Interviewer :] Combien de personnes y avait-il dans votre chambre ?

[Marian :] Trois ou quatre.

[Interviewer :] Vous deviez tous porter les masques ?

[Marian :] Non, normalement non. Une seule personne s'est disputée avec moi parce que je ne portais pas ce masque Parce qu'elle a dit que je pouvais transmettre le Covid. Dans tous les hôpitaux, il y a des infections nosocomiales. Ce sont des bactéries très dangereuses que certaines personnes contractent dans les hôpitaux.

[Interviewer :] Oui, les germes résistants qui se développent dans les hôpitaux.

[Marian :] Et j'en ai attrapé un, pas seulement moi, mais tout le monde. Un des symptômes est de se faire dessus. Et c'est aussi connu comme "l'odeur des morts". C'est pour cette raison que l'infirmière arrive et ouvre la fenêtre. Et cette fenêtre ouverte se trouvait à un mètre de mon lit. J'étais à peine couvert...

[Interviewer :] Avec un drap ? C'était l'hiver.

[Marian :] Oui. Il faisait un degré... Oui, c'était l'hiver. Il y avait de la neige dehors, et je suis resté là, la fenêtre ouverte, pendant environ deux semaines.

[Interviewer :] Oh mon Dieu !

[Marian :] C'était l'horreur de voir les morts là-bas et de rester dans le froid. Quand je suis sorti de là, j'ai eu la chance que le médecin qui s'occupait de moi soit en vacances ou quelque chose comme ça. Et donc ils m'ont retransféré dans le service des maladies moins graves.

[Interviewer :] Oui. Oui.

[Marian :] Il y avait deux types de médecins : les mauvais et les bons. Un des bons médecins m'a donné les papiers de sortie. Le problème, c'est que j'avais ce germe résistant. Comme j'avais arrêté tous les médicaments, comme le prévoyait le protocole, j'avais des problèmes d'urine. Si on voulait partir, il fallait rester un jour de plus pour voir si on allait bien quand on ne prenait plus rien. J'ai eu une forte fièvre et j'ai commencé à saigner de partout.

[Interviewer :] De tous les pores

[Marian :] Vraiment. De partout. J'ai essayé de le cacher. Et le médecin m'a aidé. Il ne m'a pas examiné - il n'a pas vérifié la température, il n'a rien vérifié du tout.

[Interviewer :] Il vous a juste laissé partir ?

[Marian :] Comme ça, je pouvais courir... partir... m'enfuir. Exactement : m'enfuir. Je suis sorti de l'hôpital en saignant et avec une forte fièvre. Mais une fois à la maison, il m'a fallu environ un mois pour me rétablir avec des antibiotiques...

[Interviewer :] Un mois ?

[Marian :] Oui, pour me remettre de l'hôpital... Seul le problème de mes mains est resté, je ne sens plus rien dans trois de mes doigts et je ne sens plus mes jambes, à partir de l'endroit où j'étais attaché. Mais j'essaie de survivre... survivre.

[Interviewer :] Vous ne les sentez toujours pas ?

[Marian :] Non, quand je prends ce verre. Je suis droitier. La plupart du temps, je ne sens qu'avec deux doigts. Si je me fie à mes autres doigts, il m'arrive de faire tomber mon verre. J'ai ce problème. J'essaie ainsi de conduire avec ma main gauche. Je fais tout de la main gauche. Le plus difficile est d'aller aux toilettes ou d'essayer de travailler avec la main droite. C'est presque impossible, mais c'est nécessaire. Maintenant, je suis gaucher.

[Interviewer :] Mon Dieu !

[Marian :] Toutes les choses lourdes ou autres, je les soulève avec la main gauche. Quand j'essaie d'écrire, j'écris comme un petit enfant.

[Interviewer :] Ça a l'air pas mal du tout !

[Marian :] Oui, j'essaie de lire ma propre écriture. Mais dans la plupart des cas, je ne vois pas ce que j'ai écrit !

[Interviewer :] Quel âge aviez-vous quand c'est arrivé ?

[Marian :] 49 ans.

[Interviewer :] 49 ans. Quel âge avaient les patients là-bas, dans ce service Covid ? S'agissait-il de jeunes, de personnes âgées ou principalement de personnes âgées souffrant de comorbidités [maladies concomitantes ayant contribué au décès].

[Marian :] Non, toutes sortes d'âges. Certains avaient 30 ans, d'autres juste 70 ans, mais très, très peu de personnes âgées. Beaucoup avaient la quarantaine ou la cinquantaine.

[Interviewer :] Vous dites donc que de cet service Covid, vous étiez l'un des rares à avoir réellement survécu.

[Marian :] Oui, pendant cette période, 500 personnes sont mortes. 500 personnes. Pour être précis, 497 personnes sont mortes et seulement trois ont échappé à l'AT [Anesthesia und Therapie Intensiv, En français "Service d'anesthésie et de thérapie intensive"].

[Interviewer :] Des personnes plus jeunes que vous sont donc mortes aussi ?

[Marian :] Oui, bien sûr. Beaucoup de gens de tous âges sont morts.

[Interviewer :] C'est de la folie.

[Marian :] Une autre femme que je connais s'est aussi échappée. Pour elle, c'était la même chose, parce que c'est une grande femme. Parce qu'ils ont donné la même dose à tout le monde...

[Interviewer :] La même dose pour tout le monde ?

[Marian :] Exactement. Pour tout le monde ! Peu importe qu'on pèse 70 ou 130 kilos. Je pense que c'est la raison pour laquelle j'en ai réchappé. J'ai eu de la chance, avec mes amis, avec ma femme. Ils ont tous appelé. Et cette nuit-là, un médecin est venu me murmurer : "Je vais faire quelque chose de bien pour vous". C'était le bon médecin. Il y avait deux types de

médecins. Un autre médecin est venu - je voudrais encore le raconter - et m'a donné du Remdesivir [le Remdesivir est une substance médicamenteuse utilisée contre la fièvre Ebola et la fièvre de Marbourg]. Un autre est arrivé et je lui ai demandé : "Qu'y a-t-il dans cette perfusion ?" "Je ne peux pas le dire... mais vous verrez, cela vous rendra heureux" ! Et ensuite, j'ai eu l'impression de flotter ! C'était bien.

[Interviewer :] D'accord.

[Marian :] Mais après cette période d'hospitalisation, je ne sais pas exactement si cela a été provoqué par les médicaments ou par le Remdesivir, j'ai développé un autre gros problème de tension artérielle et de diabète. J'ai de grandes variations : un jour, j'ai une glycémie de 5,5, le lendemain, j'ai 0,7 [les valeurs normales se situent entre 0,6 et 1,4 g/l].

[Interviewer :] Vous êtes donc effectivement sorti lésé et vous souffrez encore des dommages provoqués par ce protocole.

[Marian :] Oui, et ce qui était très effrayant, c'est quand ma peau s'est détachée. Toute ma peau... de mes mains, de ma poitrine, de mes cheveux. J'ai des trous dans ma...

[Interviewer :] Dans ma peau.

[Marian :] Je pouvais m'arracher des touffes entières de cheveux. Des parties de mes dents sont cassées. Toutes mes dents ont dû être soignées, mes cheveux aussi.

[Interviewer :] Oh, mon Dieu !

[Marian :] Je mangeais du pain et des morceaux de dents se détachaient. C'était effrayant ; très effrayant !

[Interviewer :] Tout cela à cause de ces protocoles de traitement. Tout cela après avoir été traité selon ces protocoles.

[Marian :] Oui, oui, oui. C'est ce que j'ai dit au début. J'étais un homme en bonne santé quand j'y suis entré et j'en suis ressorti avec de nombreux problèmes de santé. Et pendant ce temps, j'ai consulté de nombreux médecins. Pour comprendre ce qui s'est passé. Quel est le chemin pour (re)trouver la santé.

Mais lorsque j'ai dit aux médecins que les symptômes étaient apparus après la prise des médicaments contre le Covid, ils ont tous dit : "Oh, je ne peux pas vous dire ce qui s'est passé" ou "Je ne peux pas vous donner de recommandations".

Ou ils me donnent un médicament, comme la morphine. Ou alors j'en prends quelques pilules... je ne m'y connais pas trop en neurologie, mais après avoir pris ces pilules, j'ai vu des arcs-en-ciel dans ma tête, dans ma maison ! C'était certes très agréable, mais 30 minutes après, je devais emmener ma fille à l'école maternelle. Et il est impossible de conduire une voiture quand on voit des arcs-en-ciel !

[Interviewer :] C'est vrai, c'est vrai. Il n'est donc pas étonnant que 500 personnes en soient mortes si vous avez survécu de justesse.

[Marian :] Oui, oui ! J'ai eu de mauvaises expériences avec ces médecins.

Personne ne veut vous dire ce qui s'est passé, ce qui est arrivé à quelqu'un.
Un exemple négatif : Je suis allé à un examen, une échographie pour les terminaisons nerveuses. Parce que je ne sens pas cette main. Je ne sens pas mes jambes. Ils m'ont branché à un appareil et ont essayé de me faire réagir avec du courant et une certaine fréquence, ...

[Interviewer :] de voir des réflexes ?

[Marian :] Avec une certaine fréquence. Ils la faisaient monter, monter, monter, et rien ne se passait. Ils ont alors dit : "Oh, la machine est cassée". J'ai dit : "On peut le vérifier, on peut le tester. Je l'ai mis sur mon autre main, et...

[Interviewer :] elle s'est envolée ?

[Marian :] Oui ! elle s'est envolée. Je lui ai mis...

[Interviewer :] ... une gifle !

[Marian :] Oui ! Mais une fois la consultation terminée, j'ai dit : "Bon, d'accord, c'est arrivé... ce n'est pas grave. Dites-moi seulement ce qu'il faut pour que je me sente mieux. C'est pour cela que je suis venu." Et ce médecin était professeur d'université et travaillait dans le "département Covid rouge"...

[Interviewer :] D'accord...

[Marian :] Il a dit : "Je ne sais pas exactement, mais je pense que vos nerfs sont abimés, comme chez des personnes âgées de 80... peut-être 90 ans ! Qu'est-ce qu'on fait avec un homme de 90 ans ? Rentrez chez vous pour mourir."

[Interviewer :] Il vous a dit ça ?

[Marian :] Oui, oui ! Je suis comme une personne de 90 ans dans ces parties de mon corps, oui.

[Interviewer :] Maintenant, pour compléter un peu, vous m'avez dit dans notre entretien précédent que vous aviez vécu tout cela. Vous en avez réchappé et vous en avez parlé. Vous l'avez écrit pour avertir d'autres personnes et pour documenter le crime qui a été commis. Vous êtes en fait poursuivi pour cela. Vous avez perdu, je crois, deux emplois, non ?

[Marian :] Oui, oui.

[Interviewer :] Juste parce que vous avez partagé votre histoire. Comment expliquez-vous cela ?

[Marian :] Les gens ont peur. C'est un des problèmes. Et un autre problème, c'est que les gens sont contrôlés par... je ne sais pas exactement par qui.

[Interviewer :] Exactement... C'est l'impression que ça donne, non ? On a l'impression qu'il y a une sorte de contrôle puissant qui ne veut pas qu'on entende ça.

[Marian :] Oui, oui. Les médecins ont peur. Les gens ont peur. Et beaucoup de gens n'y croient pas. "Oh, ce n'est pas vraiment arrivé ! Ce n'est pas possible !" Ils ne me croient pas quand je dis que j'ai ce problème.

Mes parents ou amis me disent : "Oh, tu plaisantes !" Parce que si j'essaie d'en parler sérieusement, je me mets à pleurer. Je vois les morts, là, devant mes yeux... le matin, tous les morts dans le couloir, dans les sacs noirs...

En ce moment même, je le vois devant mes yeux... C'est arrivé, c'est fou ! Beaucoup de gens sont morts. Je ne pouvais rien faire... juste regarder. C'est très, très angoissant ! Malheureusement. C'est très, très grave de ne pas avoir pu les aider. Je ne pouvais rien faire pour les aider...

Il n'y a pas eu qu'un seul mort. Beaucoup de gens sont morts et c'est exactement la raison pour laquelle je suis venu ici, malgré les conséquences que cela pourrait avoir. Il se peut que je doive recommencer un nouveau travail ou quelque chose comme ça. Mais ce qui m'inquiète le plus, c'est ma famille, parce qu'elle aussi serait touchée. Mais les gens qui sont morts, les morts méritent...

[Interviewer :] ... d'avoir une voix.

[Marian :] Tout à fait. Qu'on sache la vérité. Que la vérité soit dite. Parce que j'y étais et que je suis peut-être le dernier à le savoir ; à pouvoir venir ici pour en témoigner. Personne d'autre ne peut le faire. Parce qu'ils sont morts...

[Interviewer :] Merci d'être venu ! Merci d'être venu, Marian. Merci de partager cela avec nous. C'est un témoignage très, très émouvant. Et ça montre à quel point le crime était grand. Nous sommes heureux que vous soyez venu.

[Marian :] Je pourrais parler de cette période pendant deux jours complets et peut-être encore deux autres. Mais je pense... que c'est assez pour aujourd'hui.

[Interviewer :] Merci d'avoir partagé cela avec nous. Cela a donné un assez bon aperçu. Et j'espère que les gens entendront le message que vous avez envoyé. Vous êtes la voix de centaines de personnes qui ont été tuées, assassinées dans ces hôpitaux par ces protocoles de traitement [Covid]. Et pour les personnes...

[Marian :] Des milliers en Roumanie.

[Interviewer :] Oui, des milliers. Merci d'avoir partagé cela avec nous

[Voix parlée :] Voici maintenant les témoignages d'Adriana et de Marian.

Interview d'Adriana et Marian du 06.03.2025
Partie 2 - Témoignage sur le protocole de mort Covid

[Interviewer :] C'est un grand honneur pour moi d'être ici avec Adriana et Marian, de Roumanie. Tous deux sont des témoins directs de certaines choses terribles qui se sont produites pendant les mesures de Covid en Roumanie. Pourriez-vous nous donner un aperçu de ce qui s'est passé avec les milliards d'euros dépensés pendant les mesures Covid ?

[Adriana :] Oui. Je ne peux dire qu'une chose : ma mère a été tuée pour de l'argent. J'en suis sûre. Quand elle était à l'hôpital, je ne sais pas si elle avait le Covid ou pas, elle n'a pas été testée. Quand elle est morte et que j'ai vu les médicaments qu'ils avaient administrés à ma mère, j'ai été choquée. Et ma famille aussi.

[Interviewer :] Que lui a-t-on donné ?

[Adriana :] On lui a administré 44 substances.

[Interviewer :] Wow.

[Adriana :] 44. Essentiellement des antiviraux. Norvir, darunavir, remdesivir. Mais ils ne savent pas si elle a eu le Covid ou non, car ils n'ont pas fait de test. À l'hôpital, ma mère a subi un faux test le 8 décembre. Elle est décédée le 16 décembre 2020. Mais elle est morte parce qu'elle voulait rentrer chez elle, et ils ne voulaient pas la laisser rentrer chez elle. Elle n'a pas été hospitalisée tout le temps. Elle est restée à l'hôpital pendant 17 jours. Elle n'avait pas de fièvre, elle pouvait respirer normalement, nous pensons que c'était une sorte de panique parce qu'elle regardait beaucoup la télévision. Elle regardait la télévision, tous les médias, et je pense qu'elle a eu peur et qu'elle a paniqué. Je ne pense pas qu'elle aurait dû aller à l'hôpital pour ça. En effet, ma mère avait été professeur de mathématiques pendant 50 ans et c'était une personne très saine, aussi bien mentalement que physiquement. Et à l'hôpital, ils ont donné des médicaments à ma mère. Ils lui ont donné du diazépam, du phénobarbital, du Xanax, et ils lui ont donné un neuroleptique : l'halopéridol. Chaque jour, à 10 heures du matin et à 10 heures du soir, ils lui donnaient ça dans un cocktail. 30 halopéridol, un diazépam, un phénobarbital ou du Xanax. Mais il s'agissait d'un Covid, où on ne peut pas respirer. Pourquoi lui ont-ils donné des tranquillisants ?

[Interviewer :] Donc votre mère était en forme, elle était en bonne santé, elle arrive à l'hôpital, 17 jours plus tard elle meurt ?

[Adriana :] Oui. Elle a été tuée parce qu'elle voulait rentrer chez elle. Elle avait un taux de saturation en oxygène de 92 %. Elle avait une bonne tension artérielle. Le pouls était bon. Et elle pouvait se lever du lit. Et elle a dit : Je ne veux pas de médicaments, je ne veux rien, je veux juste rentrer chez moi. Le médecin a dit : "Intubons." Et ils l'ont intubée avec du fentanyl, du midazolam, ils lui ont donné du... "listanone" pour l'intuber, et en deux minutes elle était morte.

[Interviewer :] Et vous avez fait des recherches là-dessus, oui, et vous avez découvert toutes ces substances. Comment l'avez-vous découvert ?

[Adriana :] Une exhumation a été effectuée. Trois ans après sa mort. Le procureur a dit "D'accord"

[Interviewer :] Il y a donc eu une autopsie ?

[Adriana :] Oui, pour voir les résultats toxicologiques. Quand j'ai vu sur le papier tous les médicaments qu'ils ont administrés à ma mère, j'ai dit tout le temps : "Pour quoi faire ?" Parce que ma mère allait bien, elle était en bonne santé et âgée. Et nous en avons la preuve

parce qu'ils ont fait des analyses sur ma mère à l'hôpital. Le premier jour, tout allait bien. Elle n'avait rien. Rien du tout. Et puis ils ont dit que ma mère ne pouvait pas respirer. Bon, elle ne peut pas respirer. Mais on lui a donné du Xanax. Pour quoi faire ? Du diazépam. Pour quoi faire ? Du midazolam lui a été administré. Du phénobarbital. Beaucoup de sédatifs pour quoi faire ? Ma mère m'a téléphoné tous les jours. Et elle me demandait tout le temps : ramène-moi à la maison, ramène-moi à la maison, je t'en supplie, ramène-moi à la maison. Personne ne vient nous voir. Seulement pour nous administrer des médicaments, sinon nous sommes seuls ici. Ils ferment la porte du service et ils ne viennent que pour me donner les médicaments. Et j'ai appelé le médecin pour lui dire que je voulais que ma mère vienne avec moi ou qu'elle soit transférée dans un autre hôpital, parce qu'elle disait que ce qui se passait à l'hôpital n'était pas bon. Et ils ne voulaient pas me donner ma mère.

[Interviewer :] Oh, vous n'avez pas eu le droit d'aller la chercher ?

[Adriana :] Non, ils disaient tout le temps qu'elle était positive, qu'elle était positive. Et je leur ai dit que je voulais voir le test, où était le test. Ils ne m'ont pas montré de test Covid. Et après sa mort, nous n'avons pas eu le droit de la voir. Ils l'ont placée dans un sac mortuaire noir, dans deux sacs : le premier était blanc et, par dessus, un sac noir. Nous l'avons vu lors de l'exhumation, et elle ne portait que des couches. Parce qu'ils l'avaient mise dans le sac noir avec des couches et ne l'avaient pas lavée, elle avait du sang sur le visage. Ils ne nous ont pas permis d'identifier ma mère. Pendant trois ans, nous ne savions pas si c'était ma mère ou pas, parce qu'ils disaient que si on montrait le corps, si on ouvrait le sac ([Marian :] le Covid sortirait...). Non, non. - Mais ils ont dit que la police allait nous arrêter parce que c'est un délit. Mais je ne pouvais pas voir si c'était ma mère qui était là. Ils ne voulaient pas que je la voie après sa mort.

[Interviewer :] Et puisque nous parlons de ce crime, qu'elle recevait tous ces médicaments : vous m'avez dit qu'il y avait un grand commerce dans toute la Roumanie. Quel était ce commerce ?

[Adriana :] À Arad, à l'hôpital d'Arad, c'était deux milliards d'euros.

[Interviewer :] Deux milliards dans un hôpital. Combien dans tout le pays ?

[Marian :] Environ 350 milliards en Roumanie.

[Interviewer :] Ouah !

[Adriana :] Oui, nous en avons la preuve. Les hôpitaux ont fait des acquisitions [Aquisition]. C-cap est le nom du site web sur lequel les hôpitaux achètent leurs fournitures médicales.

[Interviewer :] Ils ont donc vérifié combien ils avaient gagné pendant cette période.

[Adriana :] Une infirmière m'a dit que dans cet hôpital, dans ce service, il y avait 12 lits, et ils ont dit que ma mère était infectée.

[Interviewer :] Ok, elle a eu une infection ?

[Adriana :] Oui.

[Interviewer :] Ou on vous a dit qu'elle avait une infection ?

[Adriana :] Non, ils ne l'ont pas dit. Je l'ai vu plus tard noir sur blanc sur du papier et je me suis demandé : pourquoi ?

[Interviewer :] Ah, elle a contracté une infection à l'hôpital.

[Adriana :] Oui. Pourquoi ? Parce que ma mère portait le même masque qu'un autre patient.

[Interviewer :] Ils partageaient un masque.

[Adriana :] Oui.

[Marian :] Ils ont retiré les masques des morts et les ont donnés aux autres patients.

[Interviewer :] Ils ont donc effectivement dépensé deux milliards, mais ils ont quand même partagé les masques ?

[Marian :] Oui. Et ils n'avaient pas d'équipement de base pour nettoyer les plaies. Ils n'avaient même pas d'alcool médical pour désinfecter.

[Interviewer :] On dirait qu'ils voulaient laisser mourir les gens

[Adriana :] Oui, quand j'ai vu qu'ils n'avaient pas de masques dans cette partie de l'hôpital, je me suis demandé pourquoi. Ils avaient dépensé tant d'argent ! Je suis allée sur C-Cap au meilleur moment et ce que j'y ai vu m'a choquée. Pas de masques ! Ils ont fait de nombreux achats. Ils ont dépensé des milliards.

[Marian :] Des milliards ont été dépensés, mais ces matériaux et ces fournitures ne sont pas vraiment arrivés dans les hôpitaux.

[Interviewer :] Seulement le midazolam et le fentanyl.

[Marian :] Je pense qu'une grande partie des médicaments utilisés pour de nombreux traitements provenaient des entrepôts des grands groupes pharmaceutiques. Et c'était le bon moment pour les vendre et les faire disparaître pour les patients. Parce que ces patients sont morts et qu'en Roumanie, il n'est pas possible de faire des autopsies pour savoir de quoi ces personnes sont mortes. On peut donc administrer à ces patients une quantité de médicaments et de traitements sans que personne ne puisse prouver que ça s'est réellement produit, parce qu'on ne peut pas le vérifier. C'était une machination pour dépenser l'argent et personne ne peut le prouver.

[Interviewer :] Ces 350 milliards n'ont donc manifestement rien fait pour aider les patients, où est passé l'argent ?

[Marian :] Je dis qu'il est évident que c'était criminel parce qu'ils faisaient toujours les mêmes traitements, ils donnaient les mêmes médicaments et les gens mouraient. Ok, une personne meurt, deux personnes meurent, si les gens continuent à mourir après une semaine, il faut changer quelque chose.

[Interviewer :] Oui, il faut changer quelque chose...

[Marian :] Exactement ! Ils voient que ces médicaments ne sont pas bons pour le traitement du Covid, qu'ils ne sont pas bons pour les gens. Mais ils ont quand même continué à le faire et en ont même administré d'autres.

Et c'était quelque chose de très, très effrayant. J'y étais et j'ai vu des gens mourir en une demi-journée environ parce qu'il fallait libérer un lit pour accueillir un autre patient et lui administrer des médicaments. Ça continuait toujours comme ça.

[Interviewer :] Tuer le suivant.

[Marian :] Exactement, c'était une machinerie pour tuer les gens et leur donner les médicaments.

[Adriana :] Oui, et les patients ont payé pour avoir un lit à l'hôpital.

[Marian :] Oui, c'est un autre point : on a dit qu'aller à l'hôpital Arad Gradiste était la seule chance de rester en vie, et beaucoup de gens ont payé pour y aller sans savoir que c'était un "abattoir". Les gens payaient pour y aller ! Et après quelques jours, peut-être trois, ou cinq au maximum, ils mouraient. Certaines personnes ont résisté plus que d'autres, mais elles sont mortes.

[Adriana :] Ils n'ont pas fait de recherche ou d'analyse. Juste les choses habituelles, rien. Mais ils lui ont toujours donné des médicaments, toujours des médicaments.

[Marian :] Ils leur ont un masque sur le visage. Mais le problème n'était pas qu'il ne fonctionnait pas bien. Le problème était plutôt que le personnel hospitalier ne savait pas comment l'utiliser. Et dans de nombreux cas que j'ai observés, ils ont mis le masque au patient, et ensuite le patient ne pouvait plus respirer, alors ils ont étouffé le patient avec le masque ou ce nouvel appareil.

[Adriana :] Et comme les patients ne voulaient pas garder le masque sur le visage, on leur a donné des médicaments.

[Interviewer :] Combien de personnes sont mortes en Roumanie pendant cette période ?

[Marian :] Ce mois-là, environ cinq cents personnes sont mortes dans un seul service. Mais en Roumanie...

[Interviewer :] Seulement dans cet hôpital, dans un service de l'hôpital 500 personnes ?

[Marian :] Oui. Seules trois personnes en ont réchappé. Je suis l'un des trois ! Et dans toute la Roumanie, 68 000 personnes sont mortes du Covid. Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé là-bas, ni quels médicaments ou quel traitement les gens ont reçu.

[Adriana :] Pendant toute la pandémie, 1 860 personnes sont mortes dans ce service hospitalier d'Arad. Seulement dans ce seul service de 12 lits. Non, il y avait trois services. Et rien que dans ce service, 700 personnes sont mortes. Seulement dans ce service de 12 lits.

[Interviewer :] C'est dingue, 700 personnes. Dans quel délai ?

[Adriana :] 2020 - 2023

[Marian :] Beaucoup de gens sont morts dans cette période de novembre, décembre 2020. Avant 2021, seulement deux mois.

[Adriana :] Le masque, le masque à oxygène était mauvais. Ma mère m'appelait tous les jours pour me dire qu'elle ne pouvait pas respirer avec le masque. "Ce n'est pas bon pour moi. Je respire mieux sans le masque. Pourquoi ils me le mettent ?"

[Marian :] J'ai montré à un médecin que la saturation en oxygène était moins bonne avec le masque à oxygène que sans le masque. Sans masque, j'avais environ 95 à 97, avec le masque, avec le masque à oxygène, mon taux d'oxygène est descendu à 91.

[Interviewer :] Avec le "masque à oxygène", c'est ça ?!

[Marian :] Oui, ce n'était PAS de l'oxygène. Je ne sais pas ce que c'était. Mais cet oxygène a tué des gens. Je suis sérieux. Un homme était allongé près de moi. Je ne sais pas exactement quel âge il avait. Il pouvait bouger et était attaché, aux mains et aux jambes.

[Interviewer :] Attaché à son lit ?

[Marian :] Oui, et au bout de trois jours, des infirmières sont venues voir ce qui lui était arrivé. Et l'une d'elles a retiré le masque de son visage. C'était un grand masque qui lui couvrait tout le visage (CPAP). Ce masque couvrait le nez et le menton. C'était effrayant de voir cet homme ressembler à un squelette. On pouvait voir son os nasal, et l'homme criait tout le temps ! Vous ne pouvez pas imaginer le bruit que cela faisait là-bas, et personne n'est venu le voir (pas de personnel), personne !

Je voudrais encore dire quelque chose : quand quelqu'un mourait, tout le monde se réjouissait. Le personnel médical se réjouissait. Je pense qu'ils ont reçu de l'argent parce qu'ils étaient contents : Youpi. Encore un mort, oui !

[Interviewer :] D'après vous, qui voulait cela à un niveau supérieur ? Parce que manifestement, cela s'est passé dans toute la Roumanie, n'est-ce pas ?

[Marian :] C'est un protocole de l'OMS [Organisation Mondiale de la Santé - OMS, Organisation Mondiale de la Santé]. C'est le protocole. On a suivi le protocole, et c'est pour ça que des gens sont morts, parce que notre pays a suivi le protocole. Et un autre ordre est venu d'un général militaire, car nous étions en "état d'urgence". Tout le monde savait qu'il était nécessaire de ne rien dire contre, car c'était un ordre venant d'en haut et du gouvernement.

[Adriana :] Oui, du gouvernement,

[Marian :] Pour conserver l'autorisation d'exercer la médecine, il fallait suivre et appliquer le protocole à la lettre.

[Interviewer :] D'où venait tout cet argent, pourquoi y avait-il tant d'argent dans les comptes ?
[Adriana :] L'argent qu'ils ont reçu était deux ou trois fois plus élevé que l'argent nécessaire. Parce que si tu fais une recherche sur Google, si je veux acheter un scanner par exemple...

[Marian :] Par exemple, un lit était peut-être à... 6 000 euros sur la facture, et le vrai lit ne coûtait que 1 000 euros. Donc ça s'est passé à peu près comme ça.

[Interviewer :] Donc dans les livres de compte...

[Marian :] Tous les fournisseurs, tous les fournisseurs, tout le monde faisait ça, tous les fournisseurs de lits (par exemple), c'était une époque où on pouvait gagner beaucoup - s'enrichir en peu de temps si on travaillait dans ce domaine.

[Adriana :] Pendant la pandémie, en l'espace de deux mois, j'ai vu les pharmacies d'Arad pousser comme du chiendent : Dr. Max Pharmacy. Dans chaque rue d'Arad, une pharmacie Dr Max a été ouverte, partout ! Je me suis demandé : d'où viennent autant de pharmacies et de Dr. Max en seulement deux mois ?

[Marian :] Comme des champignons qui se propagent après la pluie... tant de pharmacies sont apparues tout à coup.

[Interviewer :] Oui. Mais, je trouve cela vraiment intéressant - et je veux approfondir un peu ce que vous avez dit : Le prix noté pour un lit, soit six fois le montant réellement nécessaire, il a été noté, et pourtant, il n'y avait même pas de nouveau lit. On dirait...

[Marian :] J'étais à l'hôpital quand quelqu'un d'un ministère est venu voir les nouvelles acquisitions de lits, et j'étais dans l'un des nouveaux lits. Ce nouveau lit était en plastique. C'était censé être un lit qui aidait le patient à changer de position et à bouger...

[Adriana :] Un lit spécial. ...

[Marian :] Oui, parce que si les patients restent longtemps au lit, ça provoque une pneumonie. Il faut que le corps bouge. Justement. Mais ces lits ne bougeaient pas ! Ils restent dans la même position, sans bouger. Les lits restent en position basse, en position stationnaire. C'était très, très mauvais. Et quand l'homme du ministère est arrivé et que j'ai dit : "S'il vous plaît, remplacez ce lit. Je ne peux pas rester dans ce lit." Et j'ai entendu : "Ce lit a coûté 6 000 euros ! Quelle merde vous avez achetée ici !?" Ou quelque chose comme ça... 'S'il vous plaît, changez le lit', a dit le (fonctionnaire du ministère) à l'homme. Et dans la région, quelques affaires ont été faites avec cet argent européen.

[Marian :] Mais les infirmières en Roumanie qui viennent de cette région ne veulent pas travailler dans cet hôpital parce qu'elles savent qu'il y a un problème. Et beaucoup de gens viennent pour l'argent, comme nous disons en Roumanie, par le biais d'accords financiers. Si vous voulez travailler comme infirmière dans nos hôpitaux, il n'est pas important d'avoir des diplômes, une spécialisation ou une expérience. Donnez-moi juste 5 000 euros (pot-de-vin) et le lendemain vous serez une gentille infirmière dans un hôpital en Roumanie. Et c'est ce qui (m'est) arrivé là-bas. Vous voyez, je n'ai pas eu de chance - elles se sont exercées sur moi - elles ont essayé de trouver une veine.

[Interviewer :] Elles ont essayé de trouver une veine ?

[Marian :] Exactement. Et elles ont essayé pendant environ cinq minutes. Une infirmière me tenait la main et une autre faisait des trous dans mon bras.

[Adriana :] Elles n'ont pas pu la trouver - elles ne savent pas comment trouver une artère ou une veine.

[Marian :] Oui, oui, c'est ça.

[Adriana :] Parce qu'elles n'ont pas d'expérience.

[Marian :] C'était la même chose pour tout le monde. Ces femmes n'ont pas d'expérience.

[Interviewer :] C'est vrai.

[Marian :] C'est très grave. Mais je pense... Je pense que beaucoup d'argent rentre par le salaire ou par un autre moyen. Et il y a une autre mauvaise habitude en Roumanie. Il est nécessaire de corrompre les infirmières - de leur donner de l'argent, de donner de l'argent au médecin...

[Adriana :] Si tu ne leur donnes pas d'argent, ils ne te lavent pas. Ils ne te donnent pas à manger ! Ma mère n'avait rien à manger.

[Marian :] Je suis resté là un jour avec de la merde sur moi, parce que je ne pouvais pas bouger - j'avais les mains et les jambes attachées -

[Interviewer :] Ils étaient attachés au lit.

[Marian :] Exactement, parce que l'infirmière ne recevait pas d'argent.

[Interviewer :] Oh là là.

[Marian :] Oui. Il m'était impossible de donner de l'argent parce que j'étais (attaché). ... Mais c'est la...

[Interviewer :] mentalité.

[Marian :] La mentalité, oui.

[Marian :] Personne ne veut que cette machinerie soit dénoncée. Et une autre raison est que tous ceux qui entendent ça ont peur et disent : je ne veux pas entendre ça, je ne veux pas voir ça et je ne veux pas y participer. Le procès en est un très bon exemple.

[Adriana :] J'ai une affaire au tribunal et en 4 ans, ils ont changé 6 fois de procureur, donc il n'y a pas de résultats.

[Adriana :] Ils ont fait beaucoup de faux. Tous les papiers de ma mère sont faux. La radiographie, l'analyse, la radiographie des poumons. Je peux vous montrer comment ils ont fait ça à ma mère. Je peux le montrer au procureur. J'ai tellement de preuves. Mais ça ne les intéresse pas.

[Marian :] Le procureur ne veut pas enregistrer les preuves.

[Adriana :] Ils changent le procureur. Ça vient de plus haut.

[Interviewer :] Je vous remercie beaucoup pour cette énorme interview, merci d'être là.

[Conclusion :]

En souvenir de Marian et de toutes les autres victimes des protocoles de mort du Covid.

Diffusez ce document historique.

Empêchez d'autres crimes contre l'humanité.

de hm.

Sources:

-

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#JusticeLegislation - Justice et Legislation - www.kla.tv/JusticeLegislation

#Crimes - www.kla.tv/Crimes

#Coronavirus-fr - Coronavirus - www.kla.tv/Coronavirus-fr

#Interviews-fr - Interviews - www.kla.tv/Interviews-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ peu entendu, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.